

M. Godbout et la conscription

Le premier ministre dit qu'il a toujours été et qu'il reste anticonscriptionniste — "Je combattrai MM. King et Lapointe si jamais ils veulent imposer la conscription pour une guerre extraterritoriale" — M. Godbout s'en prend au "Devoir" et parle d'"insinuations canailles"

Québec, 21 (D.N.C.) — "J'étais anticonscriptionniste en 1939; je suis anticonscriptionniste en 1941; je suis plus anticonscriptionniste que jamais", a déclaré M. Adélar Godbout, hier après-midi, au cours d'une grande assemblée régionale tenue à Rivière-du-Loup, après la bénédiction de la tourbière *Canada Peat*, à St-Antoine.

"Je l'ai dit en 1939 et je le répète aujourd'hui, a ajouté M. Godbout. "Je combattrai MM. King et Lapointe si jamais ils veulent imposer la conscription pour une guerre extraterritoriale. Mais je n'aurai pas à les combattre, j'en suis sûr, car MM. King et Lapointe nous ont sauvés de la conscription. Il n'y a pas un homme honnête au Canada qui n'admette pas que ce sont eux qui ont empêché la conscription. Si nous avions eu les bleus à Ottawa, nous aurions la conscription depuis deux ans déjà".

Au cours de ce grand ralliement que présidait M. Léon Casgrain, et auquel assistaient M. Oscar Drouin, M. le sénateur Fernand Fafard, et tous les députés fédéraux et provinciaux de la région, le premier ministre s'est porté à l'attaque du *Devoir*, de Montréal.

Attaque contre le "Devoir"

"Il n'y a que les bons bleus qui désirent la conscription parce qu'ils veulent la mort du parti libéral", a-t-il dit. "C'est ce que veut le *Devoir*. Heureusement, toutes les insinuations canailles du *Devoir* en 1939 n'ont pas empêché le peuple de nous élire. Ces gens cherchent à amener les Canadiens contre les hommes qui se battent pour empêcher la conscription. Ils veulent faire élire les gens qui réclament la conscription à grands cris. Que le *Devoir* cesse ce travail et il n'y aura pas de danger pour la conscription.

Si jamais nous l'avons, c'est le "Devoir" et ses amis qui nous l'auront donnée."

Le volontariat

M. Godbout a déclaré que loin de nuire à notre effort de guerre, le système du volontariat ne fait que l'augmenter. Je n'en veux comme exemple, dit-il, que le district militaire de Québec, votre district à vous, qui a atteint 122 pour cent de son objectif dans l'enrôlement volontaire. Dans certains coins du pays, on se demande si la province de Québec a fait son devoir. Votre district à vous s'est placé pratiquement en tête de tout le pays. Que les autres districts fassent également leur devoir et nous aurons tous les hommes qu'il faut. C'est ça que j'ai dit à Oka. J'espère que quelqu'un rapportera cela au "Devoir". Quand le pays est en danger, nous sommes capables de nous battre. Nous ne reculons devant aucun sacrifice. Mais nous voulons que notre effort soit libre et volontaire et les mêmes sacrifices doivent être faits par tous les Canadiens du pays.

Je place le volontariat au premier rang de toutes les méthodes de recrutement. Est-ce que la province de Québec n'a pas fait sa part? de poursuivre M. Godbout. Avant 1939, il y avait ici des grèves. Depuis le début de la guerre, bien que nous soyons dans une période particulièrement troublée, il n'y a plus de grève nulle part en notre province. Le gouvernement fédéral peut travailler avec l'entière collaboration des ouvriers pour sauver la civilisation et le christianisme.

Collaboration

A ceux qui reprochent au gouvernement provincial de collaborer trop étroitement avec le pouvoir central, M. Godbout dit que cette collaboration n'est pas un danger pour notre autonomie. "On prétend que M. Lapointe va toujours nous conduire", dit-il. "Si je me conduisais comme M. Lapointe, j'en serais orgueilleux. Mais j'ai mes responsabilités à Québec comme M. Lapointe a les siennes à Ottawa. C'est moi qui administre à Québec. Je sais prendre mes responsabilités et personne d'ailleurs n'a jamais voulu m'imposer ses volontés.

M. Lapointe

Je ne connais personne qui ait jamais été disposé à collaborer plus étroitement que M. Lapointe. Cette collaboration nous est extrêmement précieuse à cause de l'expérience formidable de M. Lapointe et de son désintéressement. Cet homme s'est donné tout entier à son pays au point qu'il sortira de la politique plus pauvre qu'il n'y est entré. Sa carrière est peut-être la plus belle qui ait jamais été remplie par un Canadien français.

Le premier ministre, qui a parlé pendant plus d'une heure devant une foule dont la salle de cinéma de Rivière-du-Loup ne contenait qu'une partie, a fait plusieurs autres déclarations importantes. Il a exploré la situation financière dans laquelle l'administration Duplessis a laissé la province. Nous n'avons pas eu le temps jusqu'ici de répondre aux attaques de nos adver-

saires, dit-il. Nous avons bien autre chose à faire. Mais un jour viendra où vous connaîtrez dans le détail comment administreraient nos prédécesseurs.

L'oeuvre du gouvernement

Ils empruntaient sur votre avenir à vous, sur votre réputation à vous et sur vos biens à vous au moins un million par semaine, tout en laissant des comptes en souffrances. Ils ont ruiné votre crédit à vous à tel point qu'il leur a fallu déclencher des élections un samedi. Il était impossible d'attendre au mercredi suivant. Pour redresser cette situation, il nous a fallu imposer des taxes. Ce n'est pas par plaisir que nous l'avons fait. Nous l'avons fait en pensant aux jeunes qui auront demain assez de problèmes angoissants à régler sans avoir à payer les dettes de leurs devanciers. Nous l'avons fait pour que vous sachiez bien que quand le gouvernement dépense, c'est vous qui payez. Aujourd'hui, votre crédit à tous est si bien rétabli que les valeurs de la province se vendent au pair au marché de l'argent.

Ce redressement financier, poursuivit M. Godbout, nous l'avons opéré sans négliger aucun service essentiel.

Nous n'avons pas négligé l'agriculture. Au lieu de prétendre vous aider en vous prêtant et en vous endettant, nous avons pris le moyen de faire monter le prix du beurre et du fromage. Nous savions que le prix minimum du beurre devait être fixé d'après le prix du fromage et qu'en donnant une prime de deux sous sur chaque livre de fromage, nous ferions monter le prix du beurre quatre fois autant. Nous avons donné \$650,000 en primes sur le fromage. Nous sommes convaincus que grâce à cette tactique, les cultivateurs recevront bien près de quatre millions de plus sur la vente du beurre et du fromage.

Colonisation

M. Godbout dit que son gouvernement considère aussi comme essentiel l'encouragement à la colonisation. Demain, dit-il, le Canada comprendra une population doublée. C'est au moins 25 millions d'habitants que le Canada aura à nourrir demain.

Il faut donc agrandir notre domaine agricole. Nous avons déjà mis 35 tracteurs à la disposition des colons.

Les "chiâleux"

Chacun de ces tracteurs fait autant de travail qu'une colonie entière. Parlant plus loin d'éducation, M. Godbout dit que c'est le devoir primordial du gouvernement, qui représente les pères de familles, de fournir à nos jeunes une éducation qui les rende capables d'affronter les problèmes difficiles de demain. Tant qu'on se contentera de faire de nous des *chiâleux*, dit-il, nous resterons dans la situation où nous sommes aujourd'hui. Tant que dans certaines sociétés d'encensement mutuel soutenues par des journaux traitres à leur pays, on essaiera de faire croire au peuple que le gouvernement n'a rien à voir dans la préparation de notre avenir, nous resterons dans une situation inférieure.

Nous voulons pour demain une génération instruite: pas seulement dans les livres, mais instruite de ses responsabilités et de son devoir. Et notre devoir, ce n'est pas de boudier les autres. Nous sommes 3,000,000 de Canadiens - français dans une agglomération de 150,000,000. Cessons donc de réclamer à tort et à travers et commençons à agir. Le devoir du gouvernement, c'est de faire comprendre aux jeunes qu'ils doivent compter d'abord sur eux-mêmes, sur leur propre compétence, pour obtenir des postes de commandement et des positions lucratives. Il faut mettre un lien entre ce qui s'apprend dans les livres et les problèmes que nos jeunes auront à régler demain. Si nous voulons prendre notre place dans la vie économique du pays, il faut nous y préparer.

Tout cela, nous voulons l'accomplir par la coopération. Nous sommes patients et tenaces. Ce que nous avons entrepris, nous allons le poursuivre jusqu'au bout.

Nous voulons que demain, dans les usines, nous ne soyons pas représentés seulement par des ouvriers, mais par des chefs aussi.

Les autres orateurs, à cette assemblée, ont été M. Oscar Drouin, ministre du Commerce, de l'Industrie et des Affaires Municipales, M. Léon Casgrain, député de Kamouraska-Rivière du Loup à la législature, M. Jean-François Pouliot, député de Témiscouata aux Communes, M. Louis-Philippe Lizotte, député de Kamouraska aux Communes, M. J. Alphonse Beaulieu, député de Témiscouata à la législature, et M. Maurice Viel.

M. J.-F. Pouliot

M. Jean-François Pouliot déclara qu'il a toujours été contre la conscription et qu'il continuera à s'y opposer. Si jamais on veut l'imposer, dit-il, il faudra d'abord passer sur le corps de Jean-François Pouliot et de Louis Philippe Lizotte. Si nous n'avons pas un gouvernement d'union, comme le veut M. Hanson, c'est parce que Jean-François Pouliot a parlé contre avec l'appui de toute la députation libérale.

Sans doute n'y a-t-il rien de parfait à Ottawa, poursuit le député de Témiscouata. Mais j'ai le plus profond respect et la plus grande admiration pour des hommes comme MM. King, Lapointe et Dandurand, qui se battent avec tant de courage contre les conscriptionnistes. S'ils sont aujourd'hui sur un

chemin dangereux, c'est parce qu'ils ont enduré dans l'administration du pays tous les imbéciles que Bennett a placés. A nous de contrebalancer l'influence néfaste de tous les torys qui veulent par tous les moyens imposer la conscription pour que leurs amis puissent faire des sommes folles de profits.

A Saint-Antoine, l'usine fut bénie par M. l'abbé Alphonse Pelletier, curé de l'endroit. De brèves allocutions furent ensuite prononcées par MM. Léon Casgrain, Adélar Godbout, l'abbé Pelletier et Joseph Soucy, maire de St-Antoine et préfet du comté.

Adoptez
Les CAFÉS, THÉS,
et CONFITURES de
J. A. DÉSAY,
(Limitée)
Qualité supérieure
Montréal